

Observatoire du Management Alternatif  
Alternative Management Observatory

Fiche de lecture

**C'est Maintenant !**  
**3 ans pour sauver le monde**  
Jean-Marc Jancovici & Alain Grandjean  
Mars 2009



Maëlle Bouquet – Janvier 2012  
Majeure Alternative Management – HEC Paris – 2011-2012

## C'est Maintenant! 3 ans pour sauver le monde

*Cette fiche de lecture a été réalisée dans le cadre du cours « Grands Défis » donné par Denis Bourgeois au sein de la Majeure Alternative Management, spécialité de troisième année du programme Grande Ecole d'HEC Paris.*

Editions du Seuil, janvier 2009 et janvier 2010 pour la préface  
Première date de parution de l'ouvrage : janvier 2009

**Résumé :** Nous ne pouvons plus continuer sur notre rythme de croissance actuel qui nous mène de façon imminente à une crise énergétique et climatique couplée d'une crise économique. Les auteurs, après avoir critiqué le système économique et politique actuel, proposent une série de mesures pour nous sortir de l'impasse.

**Mots-clés :** Urgence, Crise, Climat, Énergie, Economie Change ment

---

## Now's the time! 3 years to save The World

*This review was presented in the “Grands Défis” course Denis Bourgeois. This course is part of the “Alternative Management” specialization of the third-year HEC Paris business school program.*

Editions du Seuil, January 2009 and January 2010 for the preface  
Date of first publication : January 2009

**Abstract :** We can not continue on our current rate of growth that leads us to an imminent energy and climate crisis coupled with an economic crisis. The authors, after criticizing the current political and economic system, offer a range of measures to break the deadlock.

**Key words :** Emergency, Crisis, Climate, Energy, Economy, Change

### Charte Ethique de l'Observatoire du Management Alternatif

Les documents de l'Observatoire du Management Alternatif sont publiés sous licence Creative Commons <http://creativecommons.org/licenses/by/2.0/fr/> pour promouvoir l'égalité de partage des ressources intellectuelles et le libre accès aux connaissances. L'exactitude, la fiabilité et la validité des renseignements ou opinions diffusés par l'Observatoire du Management Alternatif relèvent de la responsabilité exclusive de leurs auteurs.

## Table des matières

|  |    |
|--|----|
| 1. Les auteurs et leurs oeuvres.....   | 4  |
| 1.1.Brève biographie.....  | 4  |
| 1.1.1 Jean-Marc Jancovici.....   | 4  |
| 1.1.2. Alain Grandjean.....  | 4  |
| 1.2.Place de l’ouvrage dans la vie des auteurs.....  | 5  |
| 2. Résumé de l’ouvrage .....   | 6  |
| 2.1. Plan de l’ouvrage.....  | 6  |
| 2.2. Principales étapes du raisonnement et principales conclusions .....   | 6  |
| 2.2.1. Malgré une situation climatique et énergétique critique, le passage à l’action pour aller vers une transition énergétique n’a pas encore eu lieu..... | 6  |
| 2.2.2. « Les deux énarques de l’île de Pâques ».....   | 9  |
| 2.2.3. La nécessité d’avoir une volonté politique forte tant au niveau européen que national pour trouver une issue à la crise future.....                   | 10 |
| 2.2.4. Treize propositions pour éviter le pire.....  | 12 |
| 3. Commentaires critiques.....   | 16 |
| 3.1. Avis d’autres auteurs sur l’ouvrage.....  | 16 |
| 3.2. Avis de l’auteur de la fiche.....   | 17 |
| 4. Bibliographie des auteurs.....  | 20 |
| 4.1. Jean-Marc Jancovici.....  | 20 |
| 4.2. Alain Grandjean.....  | 20 |
| 4.2.1. Livres .....  | 20 |
| 4.2.2. Articles et Rapports.....   | 21 |
| 5. Références .....  | 22 |

# 1. Les auteurs et leurs oeuvres

## 1.1. Brève biographie

### 1.1.1 Jean-Marc Jancovici

Diplômé de l'Ecole Polytechnique et de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications de Paris, Jean-Marc Jancovici s'est spécialisé sur la thématique énergie-climat. Il a co-fondé avec Alain Grandjean la société Carbone 4, cabinet de conseil et d'études sur le carbone. Il exerce le métier de consultant et collabore de 2001 à 2010 avec l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) pour la mise au point du bilan carbone.

En plus d'animer de nombreuses conférences, il est enseignant-vacataire à l'Ecole des Mines de Paris depuis 2008 et participe depuis 2001 à divers comités de la Fondation Nicolas Hulot. Il fait partie des rédacteurs du Pacte écologique. Il est membre de l'association ASPO (Association pour l'étude des pics de production de pétrole et de gaz naturel) France, qui a pour thème l'étude du pic pétrolier et de ses conséquences, ainsi que du conseil scientifique du Service de l'Observation et des Statistiques (SOES) du ministère de l'Ecologie de l'Energie du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire.

### 1.1.2. Alain Grandjean

Ce diplômé de l'Ecole Polytechnique et de l'Ecole Nationale Supérieure de la Statistique et de l'Administration Economique est également docteur en économie de l'environnement. Il a passé quinze ans dans la direction d'entreprises et sept dans le conseil de dirigeants.

Ses réflexions et études sur l'environnement l'ont amené à co-fonder la société Carbone 4 dont il est associé. Il est également membre du comité stratégique de la Fondation Nicolas Hulot, membre du Conseil Economique pour le développement durable auprès du Ministre de

l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, membre de la commission du Conseil d'Analyse Stratégique sur la valeur tutélaire du carbone et membre de la commission Rocard sur la Contribution Climat Energie et de la Commission Juppé / Rocard sur le grand emprunt.

## **1.2. Place de l'ouvrage dans la vie des auteurs**

L'ouvrage se présente sous la forme d'un livre de 286 pages publié en janvier 2009 aux Editions du Seuil. Jean-Marc Jancovici et Alain Grandjean n'en sont pas à leur premier ouvrage en commun, ils avaient déjà collaboré en février 2006 en co-écrivant Le plein s'il vous plaît ! La solution au problème de l'énergie, Editions du Seuil.

Ce livre prend la forme d'un plaidoyer alarmiste sur la situation climatique et énergétique actuelle. Il est structuré autour de sept chapitres (énoncés dans la partie 2.1) aux titres tous plus interpellants les uns que les autres.

## 2. Résumé de l'ouvrage

### 2.1. Plan de l'ouvrage

1. Le calme avant la tempête
2. Dix bonnes raisons de ne rien faire
3. Les deux énarques de l'île de Pâques
4. La tambouille européenne, du délicieux à l'indigeste
5. Vouloir c'est pouvoir
6. Droite et gauche, même constat !
7. Y'a plus qu'à

### 2.2. Principales étapes du raisonnement et principales conclusions

#### **2.2.1. Malgré une situation climatique et énergétique critique, le passage à l'action pour aller vers une transition énergétique n'a pas encore eu lieu.**

L'ouvrage s'ouvre sur un état des lieux de la situation critique actuelle. La consommation de pétrole, représentant 90% de l'énergie que nous consommons, est beaucoup trop élevée et la production mondiale de pétrole augmente chaque année. Au vu de la quantité totale de la ressource accessible, un maximum de production devrait être atteint d'ici à 2020. Une fois ce pic atteint, la production et donc notre consommation devraient décroître. Or, rien n'est prévu pour faire face à la baisse de production pétrolière prochaine et certains pays ont déjà passé leur pic de production. Les énergies nouvelles renouvelables (géothermie, biocarburants, éolien, photovoltaïque) représentent moins de 1% de notre consommation énergétique. Cette raréfaction du pétrole va forcément engendrer une très forte hausse de son prix. Ce qui serait de bonne augure, car ce n'est que si les prix augmentent de façon durable que notre consommation pourra décroître et suivre la décroissance de la production pétrolière. Les

autres énergies fossiles, gaz et charbon doivent également retenir notre attention. Le gaz est une énergie stratégique et géopolitique, ce qui rend la sécurité de son approvisionnement plus faible. Quant au charbon son prix a triplé en quelques années alors qu'il fournit 40% de l'électricité mondiale. Pour toutes ces énergies fossiles, l'enjeu est d'appliquer des contraintes (type taxes) pour que citoyens et industriels diminuent leur consommation d'énergie avant qu'il ne soit trop tard.

En outre, notre inaction face au problème du réchauffement climatique est encore plus forte que face à celui du pétrole. Etant donné que dans la presse nous lisons que l'élévation des températures ne sera critique qu'en 2100, nous avons l'impression que nous pourrions en sortir indemnes à l'échelle de notre vie, ce qui ne nous incite en rien à agir dès maintenant. Or les experts font des constats alarmants sur l'élévation de la température et ses conséquences catastrophiques tant sur l'environnement que l'économie.

Malgré une certaine prise de conscience de certains gouvernements, acteurs économiques et citoyens, et une présence accrue dans la presse des questions de changement climatique, ce n'est pas suffisant. Nous sommes dans un état de léthargie car nous n'arrivons pas à passer de la connaissance à l'action en ce qui concerne le climat et l'énergie. Nous sommes encore trop attachés à notre quotidien tel qu'il est actuellement pour vouloir changer nos habitudes en faveur de la planète. De plus, la culture moderne, les médias, le marketing, les publicités nous encouragent à jouir de l'instant présent au lieu d'envisager les conséquences de nos actes dans un avenir à long terme. Ce culte du court-termisme touche aussi les entreprises privées et l'Etat qui prennent des décisions dans un horizon à très court terme. La raison n'est pas à imputer directement au capitalisme mais à la prise de pouvoir de la sphère financière sur toutes les activités économiques. Cette dernière ne regarde pas le futur et ne cherche que la rentabilité immédiate (mois, trimestre, voire année). Quant aux élus ils prennent des décisions en fonction des échéances électorales de plus en plus resserrées et des revendications des citoyens qui descendent dans la rue dès qu'on touche à leurs intérêts matériels. Difficile dans une telle situation de prendre des décisions dans le long terme, lesquelles auraient un impact non pas pour les citoyens d'aujourd'hui mais pour ceux des générations futures. Ceux qui nous gouvernent oublient leur rôle de dirigeant, qui est de se projeter dans l'avenir pour donner la bonne direction.

Cette domination du court-terme va avec notre désir de tout posséder tout de suite. Pour satisfaire cette impatience et nos désirs consuméristes, l'organisation du travail s'est transformée : rythmes de vie invivables pour les salariés, stress, délocalisations pour produire

plus et moins cher, inflation des moyens de transports et des emballages etc. La conséquence directe est l'augmentation de l'effet de serre. Parallèlement, les prouesses technologiques vont dans le sens de l'augmentation de la vitesse et de la réduction des distances. Toujours plus vite, toujours plus loin. Cet adage concerne autant les moyens de transports que nos styles de vie (comme par exemple l'expédition des repas) ou les moyens de télécommunication (téléphone portable, mails, internet). Cette course à la vitesse nous a éloignés des véritables sources de bonheur (prendre le temps de partager un repas, de faire des rencontres, etc.) et entraîne une volatilité croissante du monde.

D'autre part, nos sociétés sont marquées par un individualisme forcené. Toute décision qui touche directement nos intérêts individuels suscite de vives réactions de mécontentement. Nous sommes conduits par la quête de richesse et la préservation de nos propres intérêts et non par ceux présents ou futurs de la communauté locale ou internationale. Un des outils privilégié par les gouvernements pour permettre la croissance de richesse (et donc l'augmentation du Produit Intérieur Brut ou PIB) est de favoriser la consommation. Consommer plus engendre certes de la croissance à court terme, mais à long terme le prix à payer est d'autant plus fort : maladies comme l'obésité, facture environnementale alourdie, etc. Les auteurs nous invitent à ouvrir les yeux sur le fait que l'on va devoir réduire notre consommation matérielle qui a atteint un niveau qui n'est plus soutenable.

Enfin, il est illusoire de penser que le progrès technique et scientifique va nous sortir de l'impasse environnementale et pallier la destruction des ressources. Il nous a certes permis de grandes avancées, mais est aussi à l'origine de la destruction des ressources naturelles. La solution est plutôt à chercher du côté des régulations économiques et politiques.



### 2.2.2. « Les deux énarques de l'île de Pâques »

Dans une troisième partie, les auteurs illustrent à travers l'histoire des *deux énarques de l'île de Pâques* pourquoi et comment nous sommes arrivés à une telle situation et ce à quoi nous courrons si nous poursuivons ainsi. Notre survie dépend, non pas de l'argent que nous possédons sur notre compte en banque, mais des ressources naturelles dont nous pouvons disposer. Or, ces ressources ne sont ni infinies, ni remplaçables. L'histoire des *deux énarques de l'île de Pâques* nous montre comment des civilisations ont été détruites par l'introduction de la monnaie comme moyen d'échange commercial et la non-considération de la finitude des ressources naturelles. Le premier énarque nommé par le roi de l'île de Pâques ne savait pas compter et a construit l'organisation du travail de l'île de façon à pêcher et couper suffisamment de bois pour nourrir tout le monde et offrir les toits et pirogues nécessaires. Il avait compris qu'il fallait se contenter du simple nécessaire pour ne pas épuiser les ressources et pouvoir toujours satisfaire les besoins primaires de tous. L'autre énarque, qui lui savait compter, a mis en place un système de comptabilité nationale et a introduit la notion de PIB (« valeur de marché des produits disponibles à la consommation finale »<sup>1</sup> or la valeur de marché d'un bien est définie à partir de la somme des salaires nécessaires pour la production et la commercialisation de ce bien à partir d'une ressource gratuite.), d'impôt et d'indice boursier. Tous ces nouveaux indicateurs ont poussé les habitants à pêcher toujours plus de poissons, couper toujours plus d'arbres dans le but d'accroître les richesses et donc le PIB. La logique n'est pas de se satisfaire de ce dont chacun a besoin pour vivre dans un bonheur frugal, mais de produire et consommer toujours plus. C'est ce qui a conduit les Pascuans à leur ruine car toutes les ressources naturelles disponibles (arbre, poissons, etc.) se sont retrouvées épuisées. *Via* cette fable, les auteurs critiquent aussi la monétarisation de l'économie qui a entraîné une déconnexion totale entre production et consommation, ce qui nous rend inconscients de notre impact environnemental et de l'épuisement réel des ressources. Il faudrait que le volume de monnaie en circulation soit indexé sur la disponibilité des ressources naturelles. Si nous poursuivons, ainsi, tels les Pascuans, nous courrons tout droit à notre perte.

---

<sup>1</sup> Définition donnée à la page 94 du livre présenté

### **2.2.3. La nécessité d'avoir une volonté politique forte tant au niveau européen que national pour trouver une issue à la crise future.**

L'Europe s'est construite dans une logique de paix entre les pays à la suite de la boucherie de la seconde Guerre Mondiale. L'arme de paix choisie a été le commerce pour rendre les Etats interdépendants les uns des autres. Pour laisser libre cours au commerce, les politiques sont allées dans le sens de l'abolition de tout ce qui était possible de l'entraver : libre circulation des capitaux, des marchandises, des personnes, apparition de l'Euro et fin des taux de change intra-européens. La libéralisation et la libre concurrence sont allées de pair avec l'introduction de l'économie productiviste visant toujours plus de production et toujours plus de productivité mais qui a créé chômage, destruction accélérée des ressources et forte augmentation des émissions de CO<sub>2</sub>. Nous avons atteint la limite, les ressources ne sont pas renouvelées à hauteur de ce que nous prélevons. Alors que la volonté européenne était de maintenir la paix, ce facteur va créer de fortes tensions et risques de conflit. Au lieu d'avantager le libre-échange et l'accroissement de la productivité du travail, il faudrait privilégier des modes de production moins gourmands en énergie, et donc moins productifs mais qui réintroduiraient le travail humain. Certes les prix augmenteront mais ce sera compensé par les impacts positifs sur la collectivité et les actifs naturels. Afin de limiter les droits d'accès aux ressources et faire payer leur exploitation, il faudrait mettre en application une fiscalité européenne qui instaure une augmentation des prix indexée sur la baisse des ressources et l'augmentation des émissions de CO<sub>2</sub>. De plus, il faudrait introduire des règles européennes communes qui poussent à privilégier le long-terme, notamment en matière d'investissement et de politique énergétique commune. Enfin, si l'on veut réussir la transition vers la sobriété énergétique, il faudra des investissements de masse (pour délocaliser une partie des habitants des villes vers les campagnes, rénover thermiquement les bâtiments existants, etc.). Or, ces investissements doivent passer par des dépenses publiques de la part de l'Etat et de l'Europe. Mais actuellement le fonctionnement européen limite le déficit budgétaire à 3% du PIB et la Banque Centrale Européenne (BCE) assure la stabilité des prix *via* les taux d'intérêts fixés.

A un niveau national, nous avons aussi besoin, pour aller vers la transition énergétique, de contraintes, sources de progrès, d'innovation et de dépassement. Toutes les difficultés peuvent être surmontées avec de la volonté et une mobilisation collective sous l'impulsion d'un Etat

fort. Tous les modèles de succès économique ont été rendus possibles notamment parce que l'Etat a donné une direction forte qui a été suivie par les acteurs privés. Il en va de même pour le climat et l'énergie, si l'Etat ne fixe pas des contraintes favorables à la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> et de consommation d'énergie, les acteurs privés ne feront rien pour aller dans ce sens. C'est toujours la puissance publique qui nous a sorti de situations de marasme et non la main invisible du marché et le libéralisme. L'Etat peut agir de deux façons pour aller vers la transition énergétique et climatique : faire payer les citoyens *via* l'impôt ou obliger les acteurs à agir dans le sens voulu *via* des contraintes fortes et stables.

D'autre part, la conduite du changement doit être opérée par un parti majoritaire avec à sa tête un leader charismatique. La crise écologique passera par une crise économique majeure et ce ne sont pas les élus actuels, démagogues et trop ignorants de la situation climatique et énergétique actuelle et future qui pourront nous tirer de là. C'est au sein des grands partis que le changement doit avoir lieu. Il ne faut pas attendre que celui-ci soit amené par les partis « verts ». Ces derniers se sont constitués dans la contestation et l'opposition pour défendre différentes causes et non dans l'unicité et une vision commune. Ce ne sont donc pas ces partis minoritaires contestataires qui pourront impulser une direction commune en faveur d'un changement de nos styles de vie. Ils permettent de faire émerger le débat, mais ne pourront jamais capter une majorité d'électeurs, c'est pourquoi le changement de mentalité doit s'effectuer au sein des partis majoritaires et des citoyens votant majoritairement pour ces partis. Ces derniers sont aussi les plus à même de mettre en place un programme massif dans le long-terme et de convaincre les citoyens des solutions à adopter en donnant des directions claires. Il faut que chaque élu, chaque ministre maîtrise le sujet de l'environnement, en soit convaincu et le mette au cœur de ses propositions. Les auteurs pensent qu'en plus d'un changement de direction dans les partis majoritaires, il faudrait une figure politique forte à la tête de l'Etat, telle De Gaulle, pour impulser de réelles décisions en faveur de l'environnement mais aussi pour nous faire consentir à tous des efforts et sacrifices, obligatoires pour éviter le pire.

## 2.2.4. Treize propositions pour éviter le pire

La dernière partie du livre est consacrée à un plan d'action en treize points pour faire face de façon optimale à la situation d'urgence à laquelle nous sommes confrontés.

1. **Remettre l'énergie à sa juste place** en physique en lui donnant autant de place et de valeur dans les activités économiques et les politiques publiques que les questions de richesse et de croissance économique. Les limites physiques des ressources doivent être prises en considération dans toutes les décisions politiques. Il faut mettre en place en France et en Europe une stratégie visant à la réduction continue de notre consommation énergétique pour les quarante années à venir. Ce plan stratégique doit permettre de satisfaire tous nos besoins essentiels et primaires mais supprimer tous les besoins superflus que nous nous sommes construits depuis soixante ans. Nous devons changer nos comportements et nous convaincre que nous pouvons être plus heureux avec moins. Cela doit passer par l'investissement de l'Etat mais aussi par l'instauration de taxes et de contraintes poussant à la réduction de la consommation. Comme les énergies propres ne pourront pas remplacer dans les prochaines décennies la production d'énergie actuelle, il faut plutôt supprimer une partie des transports, et taxer les émissions de CO<sub>2</sub>. Concernant l'électricité il faut aller vers des systèmes de séquestration de CO<sub>2</sub> et de déploiement du nucléaire. Parallèlement, les prix de l'électricité doivent augmenter pour inciter à la réduction de sa consommation.
2. **Taxer l'énergie et non le travail.** Comme énoncé précédemment, il faut s'atteler à faire basculer une fiscalité du travail vers une fiscalité des ressources et de l'énergie puisque c'est l'énergie qui commande la force de transformation des ressources par les hommes.
3. **Passer des villes à la campagne.** La tertiarisation de l'économie a poussé les populations vers les villes. Or, le tertiaire est en réalité bien plus énergivore que ce que l'on imagine. D'autre part, la consommation matérielle et donc d'énergie est bien plus forte en ville qu'à la campagne. De plus, ce que nous consommons en ville est éloigné du lieu de production, donc tout est l'objet d'échanges marchands et de consommation d'énergie. Si le prix de l'énergie est amené à croître, il faudra limiter la consommation

de cette dernière, et donc les emplois tertiaires auront moins lieu d'être au profit d'emplois plus agricoles ou artisanaux se trouvant à la campagne. De plus, si ça devient trop cher d'habiter en ville pour des questions de prix de l'énergie, une partie de la population migrera à la campagne pour être plus près des ressources. Pour éviter une catastrophe économique et sociale après ces migrations, il faut notamment détruire les logements des banlieues étalées pour les reconstruire à la campagne. Afin également de limiter le nombre de voitures, il faut conserver une certaine concentration entre lieux d'habitation et bassins d'emploi. Ce qui implique d'aller vers un grand nombre de villes mais de petites tailles.

4. **Rénover les bâtiments pour réduire leur consommation d'énergie.** Il faut opérer une rénovation thermique des bâtiments que l'on aura pas détruit afin que ces bâtiments soient moins énergivores.
  
5. **Réduire la consommation de CO<sub>2</sub> des voitures.** Il faut, par la contrainte sur les constructeurs automobiles, innover pour aller vers des voitures ne consommant que cinquante grammes de CO<sub>2</sub> au kilomètre. Le but n'est pas d'éradiquer totalement la voiture mais que celle-ci continue à satisfaire nos besoins (se déplacer, avoir son espace personnel, sa « bulle », fret, etc.) tout en réduisant son impact écologique. En outre, supprimer la voiture ne conduirait qu'à la faillite des constructeurs automobiles et donc à un chômage massif.
  
6. **Utiliser l'Europe à bon escient.** L'Europe peut impulser un mouvement mondial et avoir une action collective forte si sa politique se concentre plus sur les ressources que sur l'accroissement du PIB grâce à sept actions majeures, doivent s'accompagner d'un accroissement des prix de l'énergie <sup>2</sup>:
  1. réserver une place centrale à sa politique énergétique pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>,
  2. mettre sur pied une agence européenne de la dé-carbonisation qui pilotera la mise en place des infrastructures qui concourront à la sortie de crise,
  3. normaliser drastiquement les émissions des véhicules terrestres,
  4. rendre obligatoire les rénovations thermiques,
  5. accélérer les transferts de technologie vers des pays émergents,

---

<sup>2</sup> reprises directement des pages 258-259 du livre

6. réformer la Politique Agricole Commune (PAC),
  7. rendre obligatoire le stockage/captage de CO<sub>2</sub> sur l'ensemble des centrales à combustibles fossiles.
7. **S'appuyer sur une politique industrielle forte.** Pour surmonter la crise future, il faut planifier : voir loin et s'y tenir. Cette planification s'accompagne d'une politique industrielle forte, c'est-à-dire accompagner les industries pour les aider à aller dans la direction définie.
8. **Acheter et consommer autrement.** On a pris l'habitude de consommer toujours plus à moindre prix. Consommer plus veut aussi dire plus d'énergie consommée. Mais si les prix de l'énergie augmentent, les prix des biens consommés dont les denrées alimentaires augmenteront d'office. Au sein de notre consommation alimentaire, la consommation de viande est particulièrement émettrice de CO<sub>2</sub> : production en masse de céréales pour nourrir les animaux, transport de ces céréales vers les animaux, transport des animaux vers le lieu d'abattage et de consommation, pollution des sols due à l'intensification de l'élevage, etc. Un levier est encore une fois de taxer et d'encadrer les prix pour encourager la réduction de consommation de viande (et donc de l'effet de serre) en augmentant son prix. Les gagnants seront les petits producteurs et les emplois tertiaires des grandes surfaces seront transférés vers ceux de la polyculture agricole qui se retrouvera favorisée.
9. **User de la planche à billets avec discernement.** Pour pouvoir financer toutes les actions précédentes, il ne faut pas avoir peur de laisser filer le déficit et de faire marcher la planche à billets. En plus de la planche à billet, l'Europe pourra aussi trouver une partie de ses ressources dans la taxe carbone et la mise aux enchères des quotas de CO<sub>2</sub> émis.
10. **Changer les orientations de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce).** Il ne servirait à rien de supprimer le commerce mondial et donc l'OMC, en revanche il faudrait que l'OMC ne favorise pas le libre-échange débridé mais qu'elle introduise des règles et accords pour que le commerce international s'opère en faveur de l'environnement et de la préservation des ressources.

- 11. Corriger les indicateurs du PIB pour aller vers une nouvelle comptabilité.** Le PIB n'est pas un indicateur satisfaisant puisqu'il ne prend pas en compte le capital physique et naturel. Il faudrait le corriger en changeant ses indicateurs. A savoir préférer le compte de résultat au chiffre d'affaires. Le compte de résultat prendrait en compte la consommation de ressources physiques non renouvelables et la dette à venir (concentration de CO<sub>2</sub>, pollutions, artificialisation des sols, etc.).
- 12. Modifier les programmes éducatifs pour accompagner les changements de métier.** Puisque nous allons vers un changement radical de nos modes de vie, il faut modifier les formations et les programmes scolaires pour les axer sur les futurs emplois qui seront plus artisanaux et manuels que tertiaires. Tous les citoyens doivent aussi être parfaitement informés sur la situation de la planète et les implications sur leurs futurs métiers.
- 13. Cinq ans maximum.** Il reste très peu de temps pour agir collectivement afin d'éviter la catastrophe. Nous ne devons pas attendre une crise majeure pour passer à l'acte. Tous les signaux sont déjà dans le rouge, c'est maintenant qu'il faut agir. Cette action collective doit être menée en France et/ou en Europe par un homme fort et courageux tel De Gaulle qui sera capable de faire bouger les masses léthargiques que nous sommes. Pour les auteurs, ce ne sont pas les chefs de partis actuels qui en sont capables actuellement. Quand arrivera ce héros ?

## 3. Commentaires critiques

### 3.1. Avis d'autres auteurs sur l'ouvrage

Lors de sa sortie en mars 2009, l'ouvrage a plutôt reçu un bon accueil de la presse et du public. Les critiques ont salué la simplicité de démonstration, la pédagogie et la plume alerte des auteurs qui rendent limpide la situation d'urgence dans laquelle se trouvent nos sociétés. Ce sont autant les critiques fortes de nos sociétés et du système actuel que les mesures proposées qui ont été appréciées. Ci-après deux extraits de critiques illustrant ce propos :

Science et Avenir, mars 2009, David Larousserie :

*« L'intérêt de ce livre n'est pas dans l'inventaire des mesures mais plutôt dans une critique forte de nos sociétés. Nous aurions perdu le sens des valeurs en nous focalisant sur l'argent, plutôt que sur la matière. En ces temps de crise financière, ce constat prend bien sûr une acuité particulière. Au passage, hommes politiques, citoyens et journalistes en prennent pour leur grade d'avoir abdiqué devant les sirènes de la finance. Pour éviter le pire, l'humanité doit donc changer sa manière de penser et se doter de nouveaux instruments économiques pour évaluer la richesse. Exit le fameux PIB car il mesure des «flux» alors que ce sont les stocks qui comptent. De même, il faudra accepter de moins voyager, moins consommer..., donc, sans le dire, accepter la décroissance. (...) Ces idées ne sont pas neuves. Curieusement, les auteurs escamotent qu'elles ont été défendues, récemment, par les courants altermondialistes, anticapitalistes ou décroissants. Ces antécédents n'ont droit qu'à quelques piques. Et ton est résolument combatif, même si la démonstration s'alourdit d'une certaine arrogance («Il reste trois à cinq ans pour éviter le chaos») qui à la longue peut agacer. »*



*« Un énième livre sur le sujet ? Deux ans après Le plein s'il vous plaît ! qui plus est ! En publiant C'est maintenant ! 3 ans pour sauver le monde, qu'ils ont présenté mercredi dernier, Jean-Marc Jancovici et Alain Granjean n'ont-ils pas pris le risque de saturer un public déjà las du catastrophisme ambiant ? Non, et ceci pour au moins deux bonnes raisons : le style vif, les titres "chocs", voire l'humour du ton suffisent à donner envie de lire ; plus sérieusement, cette fois, les solutions évoquées par les auteurs, à défaut d'être prises en compte en l'état, peuvent aider à la réflexion. Enfin, comment ne pas rêver, comme eux, d'un nouveau Churchill, d'un nouveau De Gaulle ou d'un nouvel Adenauer, qui sache écouter et comprendre, et qui pourrait ainsi « gérer le plus formidable projet qu'il nous sera donné de vivre » ? Jean-Marc Jancovici peut séduire ou irriter, mais nul ne peut mettre en doute son souci de porter sur toutes les places et dans tous les milieux la conviction qu'il a acquise, pour sa part, depuis plusieurs années, de l'urgence à agir pour réduire les consommations d'énergie »*

### **3.2. Avis de l'auteur de la fiche**

L'ouvrage a été édité pour la première fois en mars 2009. Trois ans après, les enjeux énergétiques et climatiques décrits et l'urgence de les résoudre sont encore plus d'actualité. Des initiatives ont émergé ces dernières années en faveur de l'environnement : taxe carbone, charte de l'environnement, Grenelles de l'environnement, politiques de développement durable des entreprises, etc. On constate également que les questions climatiques et énergétiques prennent une place de plus en plus importante dans les médias et les débats publics et politiques. Cependant, tout cela semble insuffisant. En tant que consommateurs, nos habitudes n'ont pas ou que très peu changé, nous continuons à vivre dans l'illusion que l'épuisement des ressources fossiles et les changements majeurs climatiques ne nous toucheront pas. Si nos habitudes n'ont pas été modifiées, c'est peut être que nous n'avons pas été contraints par les gouvernements de les modifier. Ce qui recoupe avec l'argumentation des auteurs sur le fait que rien ne pourra changer sans l'imposition de contraintes par nos dirigeants, qui doivent maintenant penser plus au futur à long terme qu'à la prochaine échéance électorale. D'autre part, il semble qu'avec les crises financières successives de

2008 et de 2011, la crise européenne de la dette et la hausse du chômage, l'accent est plutôt mis sur la résolution au plus vite de nos problèmes économiques que sur des mesures en faveur de la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. Les citoyens se sentent également peut être plus préoccupés par leur futur à court terme, la conservation de leur emploi et de leur toit, que par l'épuisement des ressources fossiles. Il est vrai qu'il n'est pas toujours évident de faire le lien entre crise économique et crise énergétique et de voir qu'en réalité les deux sont liées comme le démontrent les auteurs de l'ouvrage présenté. Ce qui est certain, c'est que sur les plans tant économique, énergétique que climatique, nous sommes dans une situation d'urgence et que des mesures fortes et directives doivent être prises pour que les générations actuelles et futures s'en sortent au mieux.

En outre dans cet ouvrage, les auteurs ne préconisent pas une sortie du nucléaire. Au contraire. Ils s'attèlent plus à l'épuisement des ressources fossiles et au réchauffement climatique. Pour eux, le nucléaire semble être une solution aux contraintes énergétiques auxquelles nous allons être confrontés et notamment au taux de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère si nous continuons allègrement à consommer des énergies fossiles. Il est intéressant de confronter ce point de vue à celui de Bernard Laponche venu en septembre 2011 nous présenter pourquoi il faut sortir du nucléaire. Ce débat autour du nucléaire est plus qu'actuel, notamment après la catastrophe de Fukushima et dans le contexte d'élection présidentielle de 2012. Pour Bernard Laponche et les partisans de la sortie du nucléaire, nous pouvons effectuer la transition énergétique sans cette énergie. En ce qui concerne la transition énergétique et de la décroissance de la consommation d'électricité et d'énergies en tout genre, les deux points de vue se rejoignent. En revanche les « anti-nucléaire » mettent en exergue le risque majeur que présente cette énergie dite propre et les centrales présentes sur nos territoires (comme l'ont déjà démontré les différentes catastrophes survenues telles Tchernobyl ou Fukushima). Par une démonstration économique, Bernard Laponche nous montre qu'il est possible d'aller vers une sortie du nucléaire viable en l'associant au développement des énergies renouvelables. La démonstration des auteurs de C'est Maintenant ! 3 ans pour sauver le monde met en évidence que les énergies renouvelables ne peuvent pas suffire, il faut impérativement réduire drastiquement notre consommation et poursuivre le nucléaire pour le moment. Il est intéressant de voir ces deux points de vue qui s'affrontent dans un objectif commun qui est l'avenir des citoyens et de la planète à long terme. Cela montre toute la complexité du débat actuel autour du nucléaire et de l'énergie, dont nous dépendons cruellement pour le moment. Il semble qu'il n'y ait pas vraiment de

solution idéale ou magique. Mais une chose est sûre, chaque citoyen et chaque gouvernement doivent prendre en considération l'avenir à long terme et agir dès maintenant pour réduire la dépendance et la consommation énergétiques si nous ne voulons pas léser les générations futures et voir notre planète se dégrader irréversiblement.

Nous pouvons apprécier la capacité de démonstration des auteurs, appuyée par des exemples pertinents. Le texte est vivant, un ton familier favorisant la proximité avec le lecteur est employé et nous fait d'autant plus ressentir l'urgence de la situation. Les critiques comme les solutions proposées sont clairement énoncées. En revanche, on peut reprocher le ton parfois un peu trop vindicatif et critique. En effet, tout le monde en prend pour son grade (excepté Nicolas Hulot) : citoyens, hommes politiques, institutions, journalistes, médias, banques, jeunes diplômés analystes financiers qui n'y connaissent rien et sont prétentieux, le système financier et libéral actuel, etc. Même si la majeure partie des critiques est faite à juste titre, l'impression générale est qu'il n'y a rien de bon à tirer du système actuel et « qu'avant c'était mieux ». On se sent un peu écrasé par le poids de toutes ces dénonciations et un certain fatalisme en ressort alors que l'objectif est plutôt de nous donner envie d'agir et de conserver un certain optimisme dans la capacité de changement de nos sociétés. On peut également rester dubitatif quant à la solution miracle de l'arrivée d'un héros tel De Gaulle pour nous sortir du borbier et au retour d'un Etat fort, directif et omniprésent.

Pour terminer, ce livre réussit à nous faire ouvrir les yeux sur l'urgence de la situation et les crises imminentes auxquelles nous devons faire face, ce qui remplit parfaitement l'objectif des auteurs ! Il met en exergue toutes les illusions que nous avons quant à un avenir meilleur sans agir et qui masquent la réalité : le progrès scientifique n'est pas la solution miracle, la baisse de notre consommation d'énergie est obligatoire, des contraintes doivent être mises en place, etc. On remarque aussi de façon plus sous-jacente une critique du développement et de la croissance et une incitation à se tourner vers la décroissance.

## 4. Bibliographie des auteurs

### 4.1. Jean-Marc Jancovici

2011 – Changer le monde – Tout un programme !, Calmann-Lévy

2009

- Le changement climatique expliqué à ma fille, Editions du Seuil
- C'est maintenant ! 3 ans pour sauver le monde, avec Grandjean A., Editions du Seuil

2006 - Le plein s'il vous plaît ! La solution au problème de l'énergie, avec Grandjean A., Editions du Seuil

2004 – L'Effet de serre, allons-nous changer le climat ?, avec Hervé Le Treut, Flammarion

2002 - L'Avenir climatique : quel temps ferons nous ? Editions du Seuil

### 4.2. Alain Grandjean

#### 4.2.1. Livres

2010

- « Climat et énergie : le retour des Etats », in Bourg D, Papaux A (sous dir°), Vers une société plus sobre et désirable, Fondation Nicolas Hulot, Presses Universitaires de France.
- « L'apocalypse n'aura pas lieu », in Bourg D, Roch P (sous dir°), Crise écologique, crise des valeurs ? - Défis pour l'anthropologie et la spiritualité, Collection Essai Biblique, Editeur Labor et Fides,

## 2009

- **Les Etats et le carbone**, avec Criqui. P & Faraco B., Presses Universitaires de France.

- **C'est maintenant ! 3 ans pour sauver le monde**, avec Jancovici J.-M., Editions du Seuil

## 2006

- **Le plein s'il vous plaît ! La solution au problème de l'énergie**, avec Jancovici J.-M., Editions du Seuil

- **Environnement et entreprises – En finir avec les discours**, avec Bourg D. & Libaert T., Pearson - Village Mondial.

1997 – **La monnaie dévoilée**, avec Galand G., L'Harmattan.

### 4.2.2. Articles et Rapports

## 2009

- « Les leçons d'une crise annoncée », disponible sur <http://alaingrandjean.fr/publications/>

- « Croissance verte, l'économie du futur », **Conseil Economique pour le Développement Durable**, avec Crifo P., Debonneuil M.

## 2008

- « Crise financière et développement durable », **Revue Annale des Mines**.

- « Les relations de dépendance entre croissance économique et équilibres écologiques », **Les Cahiers de Friedland**.

2006 - « Crises et fractales : quels enseignements ? », **Magazine de la communication de crise & sensible**

## 5. Références

*Sites internet consultés :*

- Wikipedia, « Jean-Marc Jancovici », [http://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Marc\\_Jancovici](http://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Marc_Jancovici)
- Manicore, « C'est maintenant : critiques et commentaires », [http://www.manicore.com/documentation/articles/maintenant\\_critiques.html](http://www.manicore.com/documentation/articles/maintenant_critiques.html)
- Le site d'Alain Grandjean, <http://alaingrandjean.fr/lauteur/>